



29 janvier 2025

Vous avis compte : sondage

Chères et chers camarades,

Le Comité directeur souhaite vous faire participer à la réalisation du **programme politique en vue des élections 2025**.

Voici le déroulement de cette procédure participative :

- Du 22 janvier au 22 février 2025. Réalisation d'un sondage, recueil des idées/mesures concrètes auprès des camarades.

Merci de répondre au sondage en ligne en cliquant sur le lien suivant : [FORMS](#).

- 15 mars 2025 – de 9 h. à 12 h. - Salle polyvalente de l'école primaire de Courroux. Matinée de travail « Programme politique PSJ 2026-2030 » avec présentation des résultats, propositions complémentaires et autres réflexions.

- Congrès du 10 avril 2025. Présentation et validation des grandes lignes du programme politique du PSJ.

Nous vous invitons à prendre connaissance de ces éléments, et espérons vivement pouvoir compter sur **votre participation à ce sondage d'ici au 22 février 2025 et à la séance de travail du 15 mars 2025**, à titre personnel et/ou dans le cadre de votre section/fédération ou groupe (FSJ, JSJ, PS60+).

Ensemble, œuvrons pour un Jura plus solidaire, plus juste et plus prospère.

Avec nos cordiales salutations. Raphaël Ciochi, Président du PSJ

AGENDA



Le **jeudi 30 janvier 2025** à
**19h30, Café du Jura,
Bassecourt**



**Consultez le
calendrier
2025 en
cliquant ici.**

Le **samedi 8 mars** à 9h
conférence des élu·e·s des
communes
Café du Soleil, Saignelégier

Votations du 9 février : Initiative pour une économie responsable

Écouter notre Conseillère aux États Mathilde Crevoisier Crelrier croiser les fers avec les opposant·e·s, dans le grand débat de l'émission Forum, [ci-contre](#).

Notre communiqué de presse sur le sujet est à retrouver en intégralité [ici](#).



Un pas en avant dans la lutte contre le surendettement



Le Conseil fédéral a présenté ce mois son projet de modification de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Celui-ci vise à mettre en place de nouvelles possibilités d'assainissement des dettes pour les personnes physiques, et répond notamment à une [motion](#) déposée par l'ancien conseiller aux États socialiste Claude Hêche. [LIEN](#).